



DEUXIEME CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'ALERTE PRECOCE: 16-18 OCTOBRE 2003

La deuxième conférence internationale sur l'alerte précoce (CAP-II) s'est déroulée du 16 au 18 octobre 2003, à l'Internationales Kongresszentrum Bundeshaus, à Bonn, en Allemagne. Elle était accueillie par le gouvernement allemand avec le soutien du Secrétariat inter-agences de la Stratégie internationale pour la réduction des catastrophes (SIRC). Plus de 300 participants y ont assisté, dont des ministres et autres officiels gouvernementaux, des représentatives d'organisations onusiennes et multilatérales, d'agences d'aide, d'institutions techniques et de recherche et d'organisations non gouvernementales.

La CAP-II a pris pour plate-forme les résultats des consultations et des ateliers régionaux entrepris entre mai et juillet 2003, et a servi de suivi à la Conférence internationale sur les systèmes d'alerte précoce pour la réduction des catastrophes naturelles, tenue en 1998 (CAP'98).

Les participants aux travaux de la CAP-II ont entendu des déclarations d'officiels de haut rang, et ont assisté à un certain nombre d'exposés sur les bonnes pratiques en matière d'alerte précoce, et sur les thèmes émergents. Des groupes de discussions se sont penchés sur les solutions permettant d'intégrer l'alerte précoce dans les politiques publiques, sur les nouvelles technologies et les solutions à faible coefficient technologique pour les systèmes d'alerte précoce, sur les responsabilités des décideurs dans le cadre de l'alerte précoce et de risques urbains, et sur l'alerte précoce en tant qu'outil décisionnel pour la gestion des situations d'urgence. Des sessions additionnelles ont été consacrées aux inondations, à l'utilisation de cartes des dangers posés, en vue d'une alerte précoce efficace, aux approches intégrées de réduction de la vulnérabilité sociétale aux sécheresses, à l'intégration de l'alerte précoce dans les processus politiques publics, à la mise en place de systèmes transfrontaliers d'alerte précoce des inondations, et de réseaux scientifiques et de nouvelles technologies.

Trois groupes de travail ont procédé à l'examen des éléments devant figurer dans les programmes internationaux futurs d'alerte précoce. Deux documents de conférence ont été élaborés sur la base des discussions qui y ont eu lieu. L'un renfermait les recommandations particulières de la CAP-II et l'autre, la Déclaration de la conférence. Les projets de textes resteront ouverts aux commentaires, une semaine après la clôture de la Conférence.

BREF HISTORIQUE DES INITIATIVES DES NATIONS UNIES EN MATIERE D'ALERTE PRECOCE POUR LA REDUCTION DES CATASTROPHES

Ces dernières années, la réduction des catastrophes est devenue un sujet de plus en plus important dans l'agenda international. Les catastrophes découlant des effets d'événements naturels et technologiques sur les êtres humains représentent une préoccupation grandissante, en raison de facteurs tels que ceux de la croissance démographique mondiale et de l'urbanisation, de l'augmentation de la proportion des pauvres et des évolutions environnementales, y compris le changement climatique, la désertification et les pertes de la biodiversité. Le point de vue dominant est que les catastrophes sont en train d'augmenter en nombre et en intensité. Dans les milieux politiques et universitaires, la plupart des intervenants reconnaissent que la vulnérabilité, due à la mauvaise planification, à la pauvreté et à d'autres facteurs, contribue à l'envergure des catastrophes, autant que les facteurs naturels eux-mêmes. L'action visant à réduire l'exposition aux risques est considérée désormais, indispensable à la sauvegarde des vies humaines et des efforts fournis en faveur du développement durable. L'élaboration de systèmes d'alerte précoce constitue une étape clé vers la réduction des risques.

LA DECENNIE INTERNATIONALE DE LA REDUCTION DES CATASTROPHES NATURELLES: L'augmentation des préjudices causés aux êtres humains et aux biens, enregistrée dans les années 1980, a motivé la proclamation en 1989, par l'assemblée générale de l'ONU, la Décennie internationale de la réduction des catastrophes (DIRC) (résolution 44/236). L'objectif de la DIRC consistait à traiter la prévention des catastro-

DANS CE NUMERO

Bref Historique des Initiatives en Matière d'Alerte Précoce . . .	1
Compte Rendu de la Conférence	2
Les Bonnes Pratiques dans le Domaine de l'Alerte Précoce	3
Intégration de l'Alerte Précoce dans les Politiques	5
Les Thèmes Emergents	6
Evenements paralleles organises dans la salle des plenieres	7
Les Groupes de Discussion	8
Les Groupes de Travail	10
Clôture de la Conférence	11
A Suivre	12

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org>, a été rédigé par Dagmar Lohan, Ph.D. <dagmar@iisd.org>, Yaël Ronen <yael@iisd.org>, Lisa Schipper <lisa@iisd.org>, et Andrey Vavilov, Ph.D. <andrey@iisd.org>. Version française: Mongi Gadhoun <mongi@iisd.org>. Editrice en chef: Pam S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service Information: Langston James Gore VI <kimo@iisd.org>. Les principaux bailleurs de fonds du Bulletin sont: Le Gouvernement des Etats-Unis (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du Département d'Etat américain), le Ministère néerlandais des affaires étrangères, le Gouvernement du Canada (à travers l'ACDI, DFAIT et Environnement Canada), l'Agence suisse de l'environnement, des forêts et des paysages (SAEFL), le Royaume-Uni (à travers le DFID et DEFRA), la Commission européenne (DG-ENV), le Ministère danois des affaires étrangères, et le Gouvernement allemand (à travers le Ministère de l'environnement (BMU) et de la coopération pour le développement (BMZ)). Un soutien général a été accordé au *Bulletin* au titre de l'exercice 2003, par: le PNUF, le Gouvernement australien, les Ministères suédois de l'environnement et des affaires étrangères, le Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, le Ministère norvégien des affaires étrangères, Swan International, le Ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le Ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI) et le Ministère islandais de l'environnement. La version française est financée par le Ministère français des affaires étrangères et l'OIF. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés uniquement dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture de vos événements par nos services, contacter le Directeur du Service Information de l'IIDD, par e-mail, à <kimo@iisd.org>, par tel: +1-212-644-0217 ou par courrier au 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA.



phes qui découlent d'un éventail d'événements naturels, notamment: les tremblements de terre, les tempêtes de vent, les tsunamis, les inondations, les glissements de terrains, les éruptions volcaniques, les feux de brousse, les invasions de criquets et de sauterelles, et les sécheresses et la désertification. L'un des principaux résultats de la DIRC par rapport à l'alerte précoce, a été la Stratégie et le Plan d'action de Yokohama, adoptés à la Conférence mondiale sur la réduction des catastrophes naturelles, tenue en 1994, à Yokohama, au Japon, qui a proclamé que l'un des objectifs clés de la DIRC, consiste en une "évaluation réaliste des dangers, des risques et de la vulnérabilité, intégrant l'alerte précoce et les capacités de réactivité."

En 1995, l'assemblée générale de l'ONU a requis du Secrétariat de la DIRC, de mener une évaluation des capacités en matière d'alerte précoce et de proposer les voies et moyens susceptibles d'améliorer la coordination et l'efficacité des pratiques, dans le monde entier. Un certain nombre d'activités ont été menées dans le domaine de l'alerte précoce, notamment la tenue de six groupes de travail d'experts consacrés à l'étude: des risques géologiques; des risques hydro-météorologiques, y compris les sécheresses; les risques d'incendie et autres risques environnementaux; les risques technologiques; l'utilisation et le transfert des technologies modernes en rapport; et l'amélioration des capacités nationales et locales ayant trait à l'utilisation efficace de l'alerte précoce.

LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LES SYSTEMES D'ALERTE PRECOCE: La Conférence internationale sur les systèmes d'alerte précoce pour la réduction des catastrophes naturelles (CAP'98) s'est déroulée à Potsdam, en Allemagne, en 1998, organisée par le gouvernement allemand et le Secrétariat de la DIRC. La CAP'98 s'est tenue en réponse à l'affirmation par le Comité scientifique et technique de la DIRC: que l'alerte précoce est un objectif essentiel de la décennie et qu'elle est mandatée par le Plan d'action de Yokohama et trois résolutions de l'assemblée générale de l'ONU, adoptées entre 1994 et 1997. Les participants aux travaux de la CAP'98 se sont accordés sur un certain nombre de conclusions, notamment: le fait que l'alerte précoce représente la pierre angulaire de la réduction des catastrophes; que les questions ayant trait à l'alerte précoce doivent être portées aux plus niveaux de délibération au sein du système des Nations Unies et dans les diverses organisations intergouvernementales tant à l'échelon régional que celui international; et qu'un plan d'action doit être élaboré et présenté à la DIRC sur la base des conclusions et des recommandations de la CAP'98.

STRATEGIE INTERNATIONALE DE REDUCTION DES CATASTROPHES: En 1999, à sa 54^{ème} session, l'assemblée générale de l'ONU a décidé la poursuite des activités menées au cours de la DIRC, dans le domaine de la prévention des catastrophes et de réduction de la vulnérabilité, et l'établissement d'une stratégie internationale pour la réduction des catastrophes, appuyée par l'expertise et les connaissances scientifiques et techniques accumulées durant la DIRC. Un secrétariat ainsi qu'une cellule de travail inter-agences sur la réduction des catastrophes (CTIA/RC), chargés de l'examen de la mise en application de la stratégie, ont également été établis (respectivement, la résolution 54/219 et la résolution 56/195). Parmi les tâches qui lui sont assignées, le CTIA/RC devait convoquer des réunions spéciales d'experts sur les questions ayant trait à la réduction des catastrophes.

A sa première réunion en avril 2000, le CTIA/RC a identifié l'alerte précoce comme domaine prioritaire de ses travaux futurs. La mise en place d'un système d'alerte précoce efficace est considérée de haute importance pour la réussite de la mise en œuvre de la SIRC.

COMPTE RENDU DE LA CONFERENCE

Le Président de la session, Hans-Joachim Daerr, Directeur Général des Affaires Internationales à l'office fédéral allemand des relations extérieures, a ouvert la conférence, le jeudi 16 octobre 2003. Il a parlé de l'importance de l'atténuation des catastrophes naturelles et a accueilli favorablement la focalisation de la CAP-II sur les mises en gardes des experts, qu'il considère être une avancée vers une plus grande sécurité face aux catastrophes naturelles.

Jürgen Trittin, Ministre fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature et de la sécurité nucléaire, a mis en relief les interconnexions entre les catastrophes naturelles et celles dues à l'homme, ainsi que la signification économique qu'ils revêtent. Il a encouragé l'adoption d'une approche préventive, multilatérale, axée sur les systèmes d'alerte précoce.

Jan Egeland, Sous-secrétaire général chargé des Affaires Humanitaires, a noté que la réduction des pertes humaines, économiques et environnementales découlant des catastrophes naturelles, reste le principal défi à relever pour la communauté internationale. Il a indiqué que les êtres humains sont de plus en plus touchés par les effets des catastrophes naturelles et a souligné que la CAP-II devrait: examiner les interconnexions entre les préoccupations du développement et celles humanitaires; renforcer les systèmes d'alerte précoce; renforcer les capacités à tous les niveaux. Il a mis en exergue l'importance des partenariats, pour la réussite: de la mise en œuvre de systèmes efficaces d'alerte précoce, et de la réduction des risques liés aux catastrophes.

LES MESSAGES D'OUVERTURE: Dahou Ould Kablia, Vice-ministre algérien de l'intérieur, a présenté un rapport sur les efforts entrepris dans son pays pour faire face aux menaces posées par les risques naturels. Il a souligné l'importance de la solidarité internationale et du transfert de technologies pertinentes et de ressources financières permettant de faire face aux catastrophes naturelles.

Yang Yan-Yin, Vice-ministre chinoise des affaires civiles, a donné un aperçu sur les mesures adoptées en Chine pour l'amélioration des systèmes d'alerte précoce et des capacités de réactivité, y compris à travers la surveillance satellitaire. Elle a appelé à une coopération accrue au sein des Nations Unies et entre les pays, et a suggéré l'établissement d'un système mondial de surveillance des catastrophes et d'alerte précoce.

Chris Murungaru, Ministre d'Etat kenyan chargé des affaires départementales, a mis en relief la fréquence et la sévérité accrues des événements météorologiques extrêmes dans son pays. Notant la haute priorité qui y est accordée à la sécurité alimentaire, il a décrit les arrangements institutionnels mis en place au Kenya, dans les domaines de la surveillance et de l'assistance.

Jean Seth Rambeloalijaona, Ministre malgache de l'intérieur et de la réforme administrative et Président du Conseil de sécurité national, a décrit la stratégie nationale mise en place par son gouvernement pour la gestion des risques et des catastrophes, qui appelle à une transparence totale dans la gestion de l'aide publique.



Paul-Uwe Söker, Secrétaire d'Etat, au ministère de l'intérieur de Saxe-Anhalt, en Allemagne, a présenté une évaluation des mesures prises en réponse aux inondations d'août 2002. Il a déclaré qu'en dépit de la réussite du système de protection en place, les mesures en vigueur dans les domaines de la prévision, de la communication et de la formation doivent être améliorées.

Michel Jarraud, Secrétaire général adjoint de l'Organisation météorologique mondiale (MMO), a souligné que l'atténuation des risques hydro-météorologiques requiert une surveillance sans faille, des paramètres de détection et de prévision météorologiques et l'émission d'alertes suffisamment à l'avance.

Ad de Raad, Coordonnateur exécutif adjoint, des volontaires des Nations Unies, a souligné le rôle indispensable des volontaires dans le domaine de l'alerte précoce et de la réduction des risques de catastrophes. Il a noté qu'il y a beaucoup à apprendre des méthodes créatives de prévention des catastrophes, employées par les communautés pauvres.

Richard Kinley, Secrétaire exécutif adjoint, en exercice, de la Convention-cadre sur les Changements Climatiques (CCCC), a noté que même si les événements climatiques extrêmes uniques ne sauraient être rattachés au processus des changements climatiques, le Groupe intergouvernemental sur l'évolution climatique a reconnu que la fréquence et la magnitude de ces événements augmentent avec la moindre élévation de la température de la planète. Mettant l'accent sur l'adaptation, en tant que mesure de réponse, promue par la CCCC, il a expliqué que les systèmes d'alerte précoce un moyen permettant de réduire la vulnérabilité et d'améliorer les capacités d'adaptation aux événements météorologiques et aux changements climatiques, et a encouragé la collaboration entre les communautés opérant dans le domaine des changements climatiques et celui de la réduction des catastrophes.

Mettant en exergue le lien étroit entre la désertification et la réduction des catastrophes, Grégoire de Kalbermatten, Secrétaire exécutif adjoint de la Convention sur la lutte contre la désertification (CCD), a décrit le travail du Groupe Spécial sur les systèmes d'alerte précoce.

Jagdish Dharamchand Koonjul, Représentant permanent de l'Île Maurice auprès de l'ONU et Président de l'Alliance des petits Etats insulaires (AOSIS), a noté que le besoin de traiter la vulnérabilité des petits Etats insulaires en développement (PEID) est établi dans le Plan d'action 21. Evoquant la prochaine évaluation décennale du Plan d'action de la Barbade, il a souhaité voir la CAP-II offrir des avancées sur les instruments de financement, l'élaboration et le renforcement des normes, la sensibilisation et l'amélioration de la prise de conscience, les réseaux régionaux, l'intégration des facteurs de vulnérabilité des PEID dans les indices, et la création d'un fonds spécial PEID consacré à l'intégration des considérations de vulnérabilité dans le développement durable. Il a suggéré l'établissement d'un point focal permanent chargé du suivi des progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations de l'EWC'98 et de la CAP-II.

LA DECLARATION THEME: Dans sa déclaration-thème, Klaus Töpfer, Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a mis en exergue le travail accompli par le PNUE, dans les domaines de l'alerte précoce et de l'évaluation. Il a souligné que les catastrophes naturelles sont périlleuses pour le développement durable en raison de la manière disproportionnée et désavantageuse dont les pauvres sont touchés. Il a noté: que la plupart des catastrophes, et l'augmentation de leur fréquence,

sont provoquées par des conditions météorologiques extrêmes; et qu'elles présentent une illustration des effets des changements climatiques et des conséquences des activités humaines mal-conçues. Il a appelé à une planification environnementale rationnelle, à la mise en pool des données et des informations, à l'amélioration des systèmes d'observation, à l'échange des bonnes pratiques, au renforcement de la coopération technique, et à une étroite collaboration avec les décideurs politiques.

Le compte rendu ci-après résume les exposés présentés et les discussions menées à la CAP-II, qui ont porté sur tous les aspects de l'alerte précoce au service de la gestion des catastrophes. La Conférence s'est présentée sous forme: de présentations thématiques, de débats en séances plénières et en groupes restreints, de nombreux groupes de discussion de haut niveau, et de trois groupes de travail rendant compte à la plénière. Les résultats des délibérations ont servi de base pour l'élaboration de deux documents de la Conférence. Le compte rendu suit les points de l'ordre du jour de la Conférence.

LES BONNES PRATIQUES DANS LE DOMAINE DE L'ALERTE PRECOCE

Huit sessions thématiques consacrées aux bonnes pratiques dans le domaine de l'alerte précoce ont été tenues, en deux tours. Le premier tour, comprenant des séances parallèles consacrées aux rôles des communautés, aux systèmes globaux d'alerte précoce, aux systèmes d'alerte précoce axés sur les risques géologiques, et aux feux en milieu naturel, s'est déroulé l'après-midi du jeudi 16 octobre. Le second tour, comprenant des séances parallèles consacrées à l'intégration des systèmes d'alerte précoce axés sur les inondations, dans les politiques nationales, aux moyens technologiques au service des échanges d'informations, aux systèmes d'alerte précoce axés sur les cyclones tropicaux, et aux systèmes d'alerte précoce axés sur les événements météorologiques extrêmes, a eu lieu l'après-midi du vendredi 17 octobre.

LES ROLES DE LA COMMUNAUTE: Cette session a été présidée par Seth Vordzorgbe, de la SIRC.

Shaukat Ali Awan, du Bureau pakistanais des prévisions d'inondations, a présenté les contributions scientifiques apportées au système d'alerte précoce communautaire, pour la réduction des catastrophes. Il a donné un aperçu sur les initiatives et les réseaux établis aux échelles locale, nationale, régionale et mondiale, dans le domaine de l'alerte précoce axée sur les inondations sans le bassin de Indus. Il a souligné, pour la réussite de la mise en œuvre de l'alerte précoce, le besoin: d'une amélioration de la prise de conscience, et d'un feed-back pour l'évaluation de l'efficacité des alertes.

Auriol Miller, de l'organisation Concern Worldwide, République Démocratique du Congo, a parlé des initiatives visant à renforcer la préparation communautaire aux risques volcaniques posés, après l'éruption de 2002. Elle a indiqué que les enseignements tirés comprennent l'importance des approches tenant compte de la perspective féminine et de l'utilisation de métaphores locales pour exprimer des idées complexes.

Ailsa Holloway, de l'Université de la Ville du Cap, en Afrique du Sud, a parlé de l'incidence de l'incompréhension de l'alerte précoce lancée au cours de l'événement météorologique extrême qui a frappé l'Ouest du Cap, en mars 2003, qui avait causé l'exclusion de plusieurs foyers affectés non seulement de l'alerte précoce



mais également de l'aide d'urgence. Elle a suggéré d'examiner plutôt "les systèmes d'alerte précoce des risques de catastrophes," que simplement "les systèmes d'alerte précoce."

Les participants ont posé des questions sur les voies et moyens de s'assurer de l'efficacité de l'alerte précoce dans un contexte de méfiance et de conflits politiques.

LES SYSTEMES MONDIAUX D'ALERTE PRECOCE:

Cette session a été présidée par Slobodan Simonovic, de l'Institut canadien pour la réduction des pertes découlant des catastrophes.

Ryosuke Kikuchi, de l'Institut nippon pour le développement de l'infrastructure, a traité de l'utilisation des prévisions d'inondation fournies en temps réel comme support pour les prises de décision dans le domaine du contrôle des inondations. Il a montré la manière d'utiliser la surveillance des précipitations pour émettre des alertes d'inondations, et a suggéré l'établissement d'un système mondial pertinent, axé sur les pays en développement.

Wolfgang Steinborn, du Centre aérospatiale allemand, a expliqué l'opération charter international "Espace et Catastrophes Majeures" intéressant l'alerte dans le domaine des inondations. Il a souligné le besoin d'une nouvelle génération de satellites et de systèmes d'observation à haute résolution, accessibles à tous les pays, et d'une surveillance permanente des régions sujettes aux catastrophes.

Laura Kong, du Centre d'information international sur les tsunamis, aux Etats-Unis, a décrit le travail accompli sur les systèmes d'alerte précoce axés sur les tsunamis, par les pays de la région du Pacifique et par les organisations internationales. Elle a souligné la nécessité d'une réactivité rapide, précise et crédible, et a suggéré l'amélioration des systèmes d'évaluation sismique et des niveaux de la mer, dans un nombre de régions plus important.

Achmad Djumarna Wirakusumah, Ministre indonésien de l'énergie et des ressources minérales, a expliqué que le système d'alerte précoce axé sur les éruptions volcaniques, en Indonésie, englobe l'élaboration de cartes géologiques, la surveillance de l'activité volcanique, la sensibilisation du public et l'installation d'équipements.

LES SYSTEMES D'ALERTE PRECOCE DES RISQUES GEOLOGIQUES: Cette session a été présidée par Alberto Maturana, du Bureau national chilien des secours d'urgence.

Charley Douglas, de l'Organisation mondiale des observatoires volcaniques, à Vanuatu, a décrit les travaux cartographiques, les activités de surveillance et les mesures d'urgence, axés sur l'activité volcanique à Vanuatu. Il a mis en relief les arrangements administratifs mis en place et a noté que la population locale considère les mesures mise en place dans les domaines de la surveillance et de la réactivité, comme étant une entrave aux efforts de développement, et qu'elle est, par conséquent, réticente à participer dans le processus.

Dario Tedesco, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (UN-OCHA), a décrit la réponse apportée à l'éruption du Volcan Nyiragongo de 2002, dans la République Démocratique du Congo. Il a souligné la spontanéité de l'évacuation et du retour de la population, l'activité sismique inattendue et l'émanation des gaz, et la réponse apportée par l'UN-OCHA. Il a appelé à l'établissement d'une coopération dans les domaines de la prévention, de l'évaluation et de l'atténuation à travers le financement et la collaboration dans des projets de basses et de hautes technologies.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont mis l'accent sur le fossé entre les connaissances scientifiques et les décisions politiques, sur la perte de crédibilité de la communauté scientifique à cause des alarmes non avérées, et sur le débat autour de la responsabilité de fournir des directives au public, en temps de crises.

SESSION SPECIALE SUR LES FEUX DE BROUSSE:

Cette session a été présidée par Pedro Basabe, de la SIRC.

John Roads, du Centre d'expérimentation et de prévention climatique (CEPC) aux Etats-Unis, a expliqué que le "Système Expérimental Mondial des prévisions saisonnières régionales," élaboré par le CEPC, fournit toutes les variables nécessaires à la réactivité du Service forestier américain, sous des codes divers. Il a souligné l'importance des données de base relatives aux départs de feux, pour la validation des prévisions expérimentales.

Helmut Dotzauer et Lenny Christy, du département indonésien chargée de la gestion intégrée des feux forestiers (GIFF), ont expliqué que les mesures prises en réponse à l'information reçue concernant des départs de feux potentiels à Kalimantan Est, en Indonésie, comprennent la préparation à faire face au feu, la divulgation de l'information, la sensibilisation du public et la planification de l'occupation des sols. Ils ont indiqué que l'information à court, moyen et long termes sur les départs de feux potentiels englobent l'état des niveaux de précipitations quotidiens et annuels, la détection quotidienne des points chauds, les prévisions météorologiques concernant les événements éventuelles d'El Niño, et une cartographie dynamique des risques d'incendies.

Johann Goldammer, du Centre mondial de surveillance des incendies (CMSI), en Allemagne, a expliqué que le CMSI promeut l'échange d'informations entre les pays et les régions. Il a déclaré que les méthodes et les systèmes employés dans l'alerte précoce des feux de brousse, englobent l'évaluation des chargements de carburants et de la pollution due à la fumée, des prévisions concernant les dangers posés par les éclairs, les facteurs des feux dus à la main de l'homme, la propagation et le comportement des feux de brousse, et les changements climatiques.

INTEGRATION DES SYSTEMES D'ALERTE ANTI-INONDATIONS DANS LES POLITIQUES NATIONALES:

Cette session a été présidée par Erich Plate, de l'Université de Karlsruhe, en Allemagne.

Errol Douglas, de l'Autorité jamaïcaine chargée des ressources en eau, a parlé des difficultés rencontrées dans la conception et dans la mise en œuvre des systèmes d'alerte anti-inondations dans son pays. Il a mentionné des motifs d'ordre techniques et des motifs d'ordre social, notamment: la difficulté de répliquer les systèmes d'une région à l'autre en raison de la diversité des caractéristiques hydrologiques; le caractère inadéquat des financements; l'identification des parties prenantes et de leurs exigences; et les limites des capacités institutionnelles.

Thanongdeth Insisiengmay, de la Commission cambodgienne chargée de la rivière du Mékong, a parlé de la coopération régionale dans la réduction des effets négatifs des inondations transfrontalières dans le Delta du Mékong. Il a souligné l'importance de l'information remontante provenant des parties prenantes et des communautés locales, pour l'amélioration des services d'information qui pourrait être simple et axée sur les préoccupations des communautés locales.

Jean-Marie Carrière, du Service météorologique français, a parlé de l'alerte précoce anti-inondation en France. Il a expliqué la réorganisation institutionnelle du service, qui a été entreprise avec



l'implication de toutes les parties prenantes. Il a indiqué que les systèmes d'alerte anti-inondation sont fondés sur les données collectées dans nombre de stations locales, et reposent sur les liens existant entre les services météorologiques et hydrologiques.

LES MOYENS TECHNOLOGIQUES AU SERVICE DE L'ECHANGE D'INFORMATION: Cette session a été présidée par Friedemann Wenzel, de l'Université de Karlsruhe, en Allemagne.

Chiu-Ying Lam, de l'Observatoire chinois de Hong Kong, a expliqué la manière dont son organisation utilise l'Internet pour fournir des prévisions météorologiques et des services d'alertes à faible coût. Il a souligné que ces services sont focalisés sur les pays en développement et les pays les moins avancés.

Udo Gärtner, du service météorologique allemand, a parlé des diverses méthodes employées dans la communication des alertes aux graves intempéries. Il a parlé des leçons apprises, en particulier la nécessité d'utiliser un langage simple, de cibler les vrais usagers, fournir un délai suffisant. Il a fait référence aux problèmes rencontrés lorsque les médias ne sont pas suffisamment réactifs dans la transmission des alertes officielles face aux dangers.

Ivan Obrusník, de l'Institut hydro-météorologique tchèque, a décrit l'expérience des inondations de 1997 et de 2002, qui ont eu lieu en République tchèque, et les améliorations apportées, depuis, aux services des prévisions météorologiques nationaux.

DES SYSTEMES D'ALERTE PRECOCE EFFICACES FACE AUX CYCLONES TROPICAUX: Cette session a été présidée par Le-Huu Ti, de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (ESCAP).

Luc Chang-Ko, du Centre mauricien de documentation, de recherche et de formation pour la région sud-ouest de l'océan indien, a décrit l'état actuel du dispositif national de l'alerte anti-cyclone et des niveaux de réactivité dans son pays, soulignant que face à ce genre de risque la résistance requiert un public informé.

Jeremy Collymore, de l'Agence de la réponse d'urgence aux catastrophes, au Caraïbes (CDERA), a présenté les systèmes d'alerte précoce anti-ouragans aux Caraïbes, soulignant l'importance de l'institutionnalisation régionale des mécanismes et le manque de confiance du public à l'égard des alertes, due à de grandes marges d'erreur. Il a qualifié la teneur et la crédibilité de l'information et les modalités d'échange des données de sujets cruciaux.

Jürgen Kronenberger, de la croix rouge allemande, a donné un aperçu sur le projet axé sur la préparation aux catastrophes, mis en place à Orissa, en Inde, qui affiche une certaine efficacité en matière d'alerte précoce et de mobilisation. Les participants ont traité de la durabilité de l'intervention de la croix rouge allemande et la réponse pratique apportés aux améliorations technologiques dans le domaine des prévisions météorologiques.

LES SYSTEMES D'ALERTE PRECOCE CONTRE LES EVENEMENTS CLIMATIQUES EXTREMES: Cette session a été présidée par Kenneth Davidson, de l'OMM.

José Luis Santos, du Centre international de recherche sur El Niño, en République équatoriale, a noté que le programme El Niño Southern Oscillation' et ses données climatiques peuvent être utilisés dans les processus décisionnels. Il a souligné le besoin d'améliorer la communication entre les scientifiques et les usagers et fournir des produits répondant aux attentes précises des secteurs et de l'audience.

Gérard Le Bars, du Service météorologique français, a introduit la nouvelle procédure de vigilance mise en place en France, qui comprend quatre niveaux d'alerte. Il a attribué le succès enregistré à la communication permanente avec l'ensemble des partenaires.

Michael Bründl, de l'Institut fédéral suisse de recherche en matière d'avalanche, a donné un aperçu sur l'alerte précoce anti-risques d'avalanche en Suisse. Il a souligné que les systèmes d'alerte précoce ne sont efficaces que lorsque la chaîne d'information est simple et rapide, que les usagers sont entraînés, que les niveaux de danger sont clairement définis et clairement communiqués, et lorsqu'il n'y a qu'un seul standard d'alerte.

INTEGRATION DE L'ALERTE PRECOCE DANS LES PROCESSUS POLITIQUES PUBLICS

Cette session, présidée par Kamal Kishore, du PNUE, s'est tenue l'après-midi du jeudi 16 octobre, et a englobé la présentation d'une série d'exposés.

INTEGRATION DE LA REDUCTION DES CATASTROPHES ET DE L'ALERTE PRECOCE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES: Jean Seth Rambeloalijaona, Ministre malgache de l'intérieur, a décrit la stratégie nationale de gestion des risques et des catastrophes mise en place récemment dans le cadre législatif du pays, et a souligné la nécessité de susciter le soutien populaire en faveur de l'évaluation des risques. Il a mis en relief les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des initiatives dans ce domaine en raison du manque des ressources techniques.

LES SCHEMAS D'INTEGRATION DE L'ALERTE PRECOCE DANS LA GESTION DE LA PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS: Stanislav Tillich, Ministre d'Etat de Saxe, Allemagne, a noté que le principal problème posé à la mise en place de stratégies efficaces de protection contre les inondations, est le manque de prise de conscience des dangers encourus. Il a souligné l'importance d'une réduction des dégâts potentiels causés par les inondations, en n'entreprenant pas de projets de développement dans les zones inondables, et a mis en relief l'importance d'accroître la rétention des eaux à travers le traitement des surfaces et la gestion des eaux de pluies, l'afforestation et la prise de mesures pro-forestières, et l'utilisation des processus de paillage dans l'agriculture. Il a indiqué que l'alerte anti-inondation peut être modernisée, en mettant en place un réseau de dispositifs de mesure automatiques des eaux de pluies, en s'assurant que les stations de mesure des niveaux, seraient bien résistantes aux inondations, et en prolongeant le temps de l'alerte précoce à travers l'amélioration des données météorologiques.

INTEGRATION DE L'ALERTE PRECOCE DES MENACES ECOLOGIQUES DANS LES POLITIQUES DU DEVELOPPEMENT DURABLE: Norberto Fernández, de la division chargée de l'alerte précoce et de l'évaluation, au sein du PNUE, a rappelé l'accent placé sur la gestion des catastrophes et des risques dans le Plan d'application de Johannesburg, signalant que l'influence accrue de l'Homme sur l'environnement est évidente. Il a noté que l'urbanisation rapide et non-planifiée, dans les villes d'Amérique Latines, accentue la demande dans le domaine foncier, et force des populations à s'établir dans des zones à hauts risques. Il a souhaité voir un accent placé sur les causes profondes de la vulnérabilité. Il a précisé que l'alerte précoce ne consiste pas à "crier au loup," mais à présenter les faits, aux fins d'améliorer la compréhension de la vulnérabilité des populations et des écosystèmes et de prévenir les catastrophes et de minorer leurs effets.



L'ALERTE PRECOCE, OUTIL AU SERVICE DE LA GESTION DES RISQUES CLIMATIQUES: Reid Basher, SIRC, a décrit l'évolution des connaissances climatiques, et a noté qu'en dépit des progrès technologiques enregistrés, quelques-uns des événements survenus récemment restent peu compris. Il a affirmé que de meilleures capacités dans le domaine de l'alerte précoce, sont nécessaires, d'autant plus que les prévisions saisonnières demeure probabilistes. Il a proposé que l'alerte précoce soit considérée dans son sens le plus large, compte tenu du fait que les risques émanent de plusieurs sources, y compris des projets de développement, des connaissances ou du leadership qui s'y rapportent. Il a souhaité voir les liens entre l'alerte précoce et les causes des risques, faire l'objet d'une étude, et une approche intégrée, être mise en place, assortie d'outils complémentaires, employés pour améliorer la compréhension de l'alerte précoce.

LES THEMES EMERGEANTS

Trois sessions thématiques consacrées aux thèmes émergents dans le domaine de l'alerte précoce, ont été tenues de manière parallèle, l'après-midi du samedi 18 octobre. Les sessions ont traité des thèmes émergents proprement dits, des leçons apprises et de l'intégration de l'alerte précoce locale dans les systèmes nationaux.

LA SESSION CONSACREE AUX THEMES EMERGEANTS: Cette session a été présidée par Martin Owor, du Cabinet du Premier ministre ougandais.

Wolfgang Kron, de la Compagnie munichoise de réassurance, a décrit le rôle de l'industrie de l'assurance dans les mécanismes d'alerte précoce et dans l'orientation de sa clientèle sur les mesures appropriées à prendre pour la réduction des risques. Il a indiqué que les assureurs peuvent dresser des cartes délimitant les zones à risques et l'utiliser dans la détermination des premiums.

Andreas Küppers et Dieter Umbach, de Potsdam Conventus, Allemagne, ont passé en revue divers sujets importants ayant trait à l'alerte précoce, notamment, le manque de confiance grandissant, la diversité des acteurs, le rôle de la perspective académique, et la fragmentation sectorielle. Ils ont suggéré des solutions intégrant à la fois des normes éthiques et des régulations juridiques, et ont souligné l'importance: de se focaliser sur le niveau institutionnel de la mise en application; de procéder à l'identification des institutions compétentes en matière de prise de décision politique et juridique; de procéder à la détermination du cadre budgétaire; et de procéder à la répartition des responsabilités dans les domaines de la prévention, de l'alerte précoce et de l'analyse nécessaire au suivi.

Jürgen Laudien, de l'Institut allemand Alfred Wegener, a décrit le processus des prévisions axées sur El Niño, utilisant des indicateurs biotiques et abiotiques, et a présenté des exemples illustrant un endiguement de dégâts potentiels, grâce à l'alerte précoce.

Hans Günter Brauch, de l'Université libre de Berlin et d'AFES-Press, Allemagne, a parlé de l'existence d'un lien de causalité entre les catastrophes naturelles et les conflits humains. Il a encouragé la coopération entre les institutions opérant dans les domaines des catastrophes naturelles et des conflits humains, et entre les divers acteurs politiques.

LA SESSION CONSACREE AUX LEÇONS APPRISES: La session a été présidée par Jeremy Collymore, de la CDERA.

Anil Sinha, consultant indépendant, expert en gestion des catastrophes, en Inde, a parlé de l'intégration de la réduction des catastrophes et de l'alerte précoce, dans les politiques publiques. Il a évoqué la vulnérabilité accrue de son pays, mettant en exergue "la

nouvelle culture" de la gestion des catastrophes de plus en plus répandue en Inde, et fondée sur: la prévention, la préparation, la réponse rapide et une manière de penser, stratégique.

Silvano Langa, de l'institut mozambicain de la gestion des catastrophes, a retracé l'historique de la gestion des catastrophes dans son pays, en mettant l'accent sur le développement des ressources humaines. Il a mis en relief les risques liés aux inondations, aux cyclones et à la sécheresse, et la nécessité de sensibiliser le public. Il a mis en relief également le besoin de renforcer les capacités, notamment dans le domaine de la planification des impondérables, aux fins de permettre la mise en opération de l'alerte précoce et des mesures de réponse.

Mohamed Jalil, chercheur marocain indépendant, a décrit les méthodes employées dans son pays pour l'intégration de l'alerte précoce dans les mesures de préparation et de réponse aux catastrophes, en prenant en ligne de compte les risques locaux posés, tels que les sécheresses, les inondations et les tempêtes de poussière. Il a expliqué les procédures en vigueur en matière d'alerte précoce.

Erich Plate, de l'Université allemande de Karlsruhe, a parlé des résultats de plusieurs réunions d'experts, organisées récemment pour la détermination des besoins en matière d'alerte précoce. Il a suggéré qu'un système d'alerte précoce efficace, comporte cinq composantes: l'observation, la prévision, la communication, des méthodes d'alerte, et la réactivité. Il a précisé qu'il n'existe pas de modèle universel dans le domaine de l'alerte précoce, et que les modèles utilisés actuellement ont besoin d'être évalués, pour ce qui est de leur efficacité dans la sauvegarde des vies et des biens.

SESSION CONSACREE A L'INTEGRATION DE L'ALERTE PRECOCE DANS LES SYSTEMES NATIONAUX:

Cette session a été présidée par Horst Müller, du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, et modérée par Thomas Schaefer, de l'Agence allemande de la coopération technique (GTZ).

Horst Müller a parlé du paradoxe que les catastrophes détruisent les efforts de développement, mais qu'un développement insuffisant accroît la vulnérabilité face aux catastrophes. Il a encouragé une focalisation sur la prévention et a expliqué que cela est en train de devenir un objectif de la coopération bilatérale allemande.

Lucas Simão Renço, Administrateur du département de Búzi, au Mozambique, a parlé du cadre régissant la gestion des risques locaux, mis en place dans son département, après les inondations de l'an 2000. Il a expliqué la structure des comités locaux et a donné un aperçu sur les initiatives entreprises, en matière de gestion des risques, pour la mise en place de l'alerte précoce.

Oscar Rene Alcántara Irias, Consultant auprès des projets de la GTZ, Honduras, a parlé de l'intégration des systèmes locaux d'alerte précoce dans les politiques nationales de son pays. Il a mentionné les avantages mutuels tirés de cette relation, y compris l'amélioration de la communication en vue d'une réactivité rapide durant les situations de catastrophe.

Tulio Santoyo Bustamante, responsable technique des projets GTZ, Pérou, a indiqué que l'efficacité du système d'alerte précoce mis en place dans le bassin du fleuve Piura, est défini par la combinaison mettant à contribution la technologie, l'équipement, un personnel technique, les institutions et les parties prenantes. Il a souligné l'importance de la volonté politique et de l'instauration d'un cadre institutionnel favorisant la durabilité des systèmes d'alerte précoce.



José Wilson Pereira, du Secrétariat national brésilien de la défense civile, a décrit le programme mis en place pour l'alerte précoce des feux, en Amazonie, et a signalé que les activités agricoles et pastorales dans les environs de la forêt amazonienne sont à l'origine de certains risques. Il a expliqué les composantes de ce programme qui implique l'ensemble des parties prenantes, y compris les militaires et les populations indigènes.

Les participants ont ensuite discuté du problème posé par le fait que certaines données indispensables à la réussite de l'alerte précoce, demeurent classées "top-secret" par les militaires.

EVENEMENTS PARALLELES ORGANISES DANS LA SALLE DES PLENIERES

L'ALERTE PRECOCE EFFICACE – L'UTILISATION DE CARTES DE RISQUES, OUTIL AU SERVICE DE LA COMMUNICATION ENTRE LES DECIDEURS POLITIQUES ET LES COMMUNAUTES: Cette session a été présidée par Satoru Nishikawa, du Centre asiatique pour la réduction des catastrophes. Il a précisé que l'objectif de la session consiste à traiter de l'écart existant entre les risques perçus et les risques réels. Parallèlement à la session consacrée aux bonnes pratiques, tenue l'après-midi du vendredi 17 octobre, des exposés ont été présentés, en Plénière, sur l'utilisation de cartes des risques dans les processus d'alerte précoce, et sur l'alerte précoce efficace dans le domaine de la sécheresse. Parallèlement aux sessions consacrées aux thèmes émergents, tenues l'après-midi du samedi 18 octobre, des exposés ont été présentés, en Plénière, sur la mise en œuvre de systèmes d'alerte précoce transfrontaliers axés dans le domaine des inondations, et sur les nouvelles technologies et les réseaux scientifiques.

Masaaki Nakagawa, du Cabinet Office nippon, a identifié l'efficacité des cartes de risques et des instructions émises aux communautés visant à s'assurer du succès de la réactivité aux alertes précoce axées sur les éruptions volcaniques et de la sauvegarde des vies et des biens.

Ryosuke Kikuchi, de l'Institut nippon pour le développement de l'infrastructure, a déclaré que les cartes aident les résidents à évacuer les zones concernées de manière efficace et permettent aux autorités de procéder aux ajustements nécessaires dans les domaines de l'occupation des sols et de la planification urbaine.

Yang-Su Kim, de l'Institut national pour la prévention des catastrophes, en République de Corée, a indiqué que les éléments pertinents sont: une conception efficace et, une collecte et une divulgation des données, efficaces.

Norman Tuñgol, de l'Institut philippin de volcanologie et de sismologie, a déclaré que c'est l'éruption du Pinatubo, en 1991, qui a suscité l'utilisation des cartes de risques pour des prévisions plus crédibles. Il a noté que les cartes de risques sismiques sont utilisées pour la délimitation des zones tampons et la détermination de l'occupation des sols et pour l'apport d'une contribution à l'élaboration des codes de construction et des plans de préparation aux catastrophes.

Muhammad Saidur Rahman, du Centre de préparation aux catastrophes, au Bangladesh, s'est plaint de l'accent excessif placé sur l'échelon national et de l'absence d'action à l'échelon local. Il a souligné que l'implication étroite des communautés garantit la transparence et, par voie de conséquence, l'efficacité du système et la confiance en ses possibilités.

Les participants ont discuté du lien entre l'action gouvernementale et l'action locale. Un participant a appelé à des initiatives communautaires, et un autre a parlé de la difficulté rencontrée dans la mobilisation de communautés non-familiarisées avec les catastrophes naturelles.

L'ALERTE PRECOCE EFFICACE DANS LE DOMAINE DE LA SECHERESSE – POUR UNE APPROCHE INTEGREE DE LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE SOCIETALE A LA SECHERESSE: Donald Wilhite, du Centre américain de l'atténuation des sécheresses, a présidé cette session, et a appelé à la mise en place d'un réseau mondial de la préparation aux sécheresses, composé de réseaux régionaux.

Laban Ogallo, du Centre nigérian pour la surveillance des sécheresses, a décrit le dispositif régional de surveillance des sécheresses. Il a énuméré parmi les leçons apprises: le besoin de s'assurer de la coordination et de la divulgation des rapports, de conduire des projets pilotes, d'employer des méthodes locales et traditionnelles et d'accroître l'implication des services météorologiques nationaux.

Pak Sum Low, de l'ESCAP, a décrit le réseau mondial émergent, de préparation aux sécheresses, formé des réseaux régionaux de facilitation des systèmes d'alerte précoce, de la préparation et des politiques visant à la réduction de la vulnérabilité.

Kamal Kishore, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a indiqué que parmi les enseignements tirés de l'expérience de la sécheresse qui a sévi en Inde, en 2002, il y a: la nécessité de prévisions spatiales et temporelles détaillées, des données climatiques axées sur la planification des secours et le traitement de la vulnérabilité des systèmes.

Henri Josserand, de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a dénoncé la distinction trompeuse entre les sécheresses naturelles et celles induites par l'homme.

Orivaldo Brunini, de l'Institut brésilien de l'agronomie, a partagé les enseignements tirés de l'expérience menée récemment, dans le domaine de l'alerte précoce axée sur la sécheresse, dans le sud du Brésil, expérience basée sur un index normalisé des précipitations.

MISE EN ŒUVRE DE SYSTEMES TRANSFRONTALIERS D'ALERTE PRECOCE AXES SUR LES INONDATIONS: Cette session a été coprésidée par Sálvano Briceño, Directeur de la SIRC et Hans-Joachim Daerr, de l'Office fédéral allemand des relations extérieures.

Ernesto Ruiz-Rodriguez, de l'Association allemande des ingénieurs de construction et de gestion des ouvrages aquatiques, a déclaré que le Plan d'action anti-inondations, élaboré pour la région du Rhin, vise: à la réduction des risques, à l'accroissement de la sensibilisation, et à l'amélioration des systèmes d'alerte anti-inondations. Il a précisé que les conditions nécessaires à des systèmes efficaces de prévisions météorologiques, englobent la divulgation en temps voulu et la compréhension immédiate des prévisions et un comportement approprié en matière de réactivité.

Helmut Blösch, de la Commission européenne, a expliqué que les inondations sont dues: aux modifications survenant dans l'occupation des sols, à la déviation des fleuves hors de leurs plaines de déversement naturelles, et au développement d'infrastructures dans ces plaines. Il a mis en exergue les partenariats et la gestion intégrée des bassins versants, comme autant d'éléments centraux à une réactivité probante aux inondations.



Tobias Oetjen, du gouvernement de la Saxe, en Allemagne, a déclaré que les dégâts les plus importants enregistrés suite aux inondations des fleuves de l'Elbe et de Mulde, ont touché l'infrastructure municipale. Il a présenté les avancées réalisées dans la reconstruction et a décrit le rôle des forêts dans la prévention des inondations.

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES ET LES RESEAUX SCIENTIFIQUES: Cette session a été coprésidée par Sálvano Briceño et Hans-Joachim Daerr.

Walter Hürster, de T-Systems International, Allemagne, a noté que les composantes des réseaux informatiques de gestion des crises, englobent des systèmes: de surveillance, d'analyse et de prévision des menaces, d'affichage en ligne des situations, de soutien des décisions, d'alerte précoce et d'information. Il a mis en relief la nécessité de mettre en place davantage de réseaux informatiques spécialisés dans la gestion des crises.

Bruno Merz, de GeoForschungsZentrum (GFZ), Allemagne, a introduit l'Association Helmholtz qui œuvre à la promotion des réseaux et des partenariats entre les centres de recherches scientifiques. Il a souligné que les réseaux et les partenariats sont nécessaires au sein de la communauté scientifique et entre la communauté scientifique et les parties prenantes, pour l'engendrement des contributions utiles à l'atténuation des catastrophes.

LES GROUPES DE DISCUSSIONS

Quatre groupes de discussions ont été tenus. Le premier a traité des nouvelles technologies et des solutions utilisant peu de technologies, dans le domaine de l'alerte précoce, et a eu lieu dans l'après-midi du jeudi 16 octobre. La deuxième, focalisée sur l'alerte précoce en tant qu'outil décisionnel au service de la gestion des situations d'urgence, a été organisée la matinée du vendredi 17 octobre. Le groupe de discussions axées sur les collectivités locales qui s'est déroulé l'après-midi du vendredi 17 octobre, a traité des responsabilités incombant aux décideurs politiques. Enfin, dans la matinée du samedi 18 octobre, un groupe de discussions de haut niveau a examiné les solutions offertes pour l'intégration de l'alerte précoce dans les politiques publiques.

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES ET LES SOLUTIONS LOW-TECH POUR LES SYSTEMES D'ALERTE PRECOCE:

Kenneth Davidson, de l'OMM, a expliqué que l'OMM se focalise sur l'atténuation et la prévention, qui ouvrent la voie à la préparation, à la réactivité et à la récupération. Il a soulevé des questions sur le rôle de l'alerte précoce, notamment celles de savoir: quel type d'alerte précoce est nécessaire, si les différents pays requièrent différentes technologies et si les technologies les plus récentes peuvent être soutenues dans tous les pays.

Laban Ogallo, du Centre nigérian de surveillance des sécheresses, a expliqué que les principales activités des centres de surveillance et d'alerte précoce africains englobent le suivi quotidien des canevases météorologiques et climatiques, l'estimation de la probabilité de certains événements météorologiques et climatiques extrêmes, et la détermination des zones à risques. Il a fait état des défis posés, notamment, dans les domaines: du renforcement des capacités; du soutien des activités de surveillance; de l'échange des données; et de la traduction de l'information globale en produits régionaux utiles pour l'alerte précoce.

Juan Carlos Villagrán, de Villa Tek, au Guatemala, a parlé de l'expérience de son pays dans l'implication des communautés locales, y compris des volontaires, dans l'alerte précoce. Il a soul-

igné l'importance de la prise en compte des capacités réelles du personnel chargé d'opérer des systèmes ou des instruments sophistiqués. Il a indiqué que l'utilisation d'outils de mesure simples, produits localement, même s'ils ne sont pas précis, permet d'entraîner les membres des communautés dans des activités de prévision météorologique et à susciter en eux un sens de responsabilité personnel dans la préparation aux catastrophes naturelles.

Maureen Fordham, de l'Université de Northumbria, au Royaume-Uni, a mis en exergue les principaux ingrédients d'une mise en œuvre réussie, des systèmes d'alerte précoce. Elle a précisé que les systèmes doivent être à la fois: inclusifs, sensibilisants, appropriés, et intégrés dans les politiques et les pratiques.

Douglas Patty, de la CCD, a attiré l'attention sur la valeur potentielle de la combinaison du savoir traditionnel avec des solutions high-tech. Il a déclaré que le savoir traditionnel est pratique, bien divulgué, écologiquement viable et meilleur marché.

Thomas Schaef, de la GTZ, Allemagne, a souligné l'importance de la détermination des capacités des communautés locales, avant la conception des systèmes d'alerte précoce qui leur sont destinés. Il a affirmé qu'en dépit du fait que la technologie utilisée dans les systèmes locaux d'alerte précoce, soit bon marché, la mise en œuvre durable de ces systèmes est relativement onéreuse. Il a mis en relief l'importance de l'intégration des systèmes locaux d'alerte précoce dans les politiques nationales et des stratégies de réduction des catastrophes.

Le Rapporteur de la session, Ailsa Holloway, de l'Université de la Ville du Cap, en Afrique du Sud, a présenté une synthèse de la session, soulignant: l'importance de placer l'information dans son contexte social pertinent; la valeur du savoir indigène et traditionnel; et la mise au point de technologies appropriées et accessibles, sans mise à l'écart de l'héritage culturel.

L'ALERTE PRECOCE, UN OUTIL DECISIONNEL AU SERVICE DE LA GESTION DES SITUATIONS

D'URGENCE: Le groupe de discussion sur ce thème a été présidé par Everett Ressler, de l'UNICEF.

Carlo Scaramella, du Programme alimentaire mondial (PAM), a mis en exergue le processus de surveillance du PAM et sa plateforme d'information. Faisant référence aux leçons apprises, il a suggéré que les organisations d'aide humanitaire renforcent leurs capacités en matière d'alerte précoce, et que la communauté internationale et en particulier, les donateurs, partagent les responsabilités de la gestion de la réponse aux catastrophes.

Detlev Rünger, du Bureau fédéral allemand des relations extérieures, a indiqué que le travail des gouvernements donateurs, en tant que mécanisme générateur d'action, peut être facilité par la collaboration des partenaires et par l'utilisation de données plutôt coordonnées et évaluées. Il a suggéré l'établissement d'un organe permanent de coordination.

Peter Billing, de l'Office de l'aide humanitaire de la Commission européenne, a appelé à l'intégration des systèmes d'alertes disponibles, dans une seule et même plateforme couvrant tous les types potentiels de catastrophes dans tous les endroits du monde, enclins aux catastrophes. Il a affirmé qu'un organe de coordination est indispensable et a suggéré de le placer au sein du système des Nations Unies.

Helga Leifsdottir, de la Fédération internationale des associations de la Croix Rouge et du Croissant Rouge, a souligné l'importance de l'accès aux données ayant trait à l'alerte précoce au niveau



communautaire. Elle a encouragé la réalisation d'une avancée dans la collecte des données disponibles au niveau des communautés de base, et leur assortiment de données internationales.

Le Président Ressler a déclaré que les approches verticales, de haut en bas, n'engendrent pas les réponses nécessaires, et a souligné que le problème ne réside pas dans le manque d'information, mais dans le manque d'action.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont noté que la qualité de l'information doit être maintenue à tous les niveaux, et se sont interrogés sur la capacité des populations locales à accéder à l'information. Les participants ont souligné la nécessité de points focaux aux échelons international, régional et national, pour l'analyse et la collecte des données. Un participant a mis en relief l'importance d'une combinaison des approches de haut en bas et de bas en haut, dans l'élaboration des systèmes d'alerte précoce.

L'ALERTE PRECOCE ET LES RISQUES URBAINS – LES RESPONSABILITES DES DECIDEURS POLITIQUES:

Ce groupe de discussion axé sur les collectivités locales a été présidé par Irmgard Schwaetzer, de la Commission allemande chargée de la réduction des catastrophes.

Aoto Ken-Ichi, des Autorités départementales de Hyogo, au Japon, a donné un aperçu sur le Centre de la préfecture pour la gestion des catastrophes, établi suite au tremblement de terre majeur survenu en 1995, et a affirmé qu'il permet la mise en œuvre des mesures de réponse, dans un délai de 15 minutes.

Miegombyn Enkhbold, Gouverneur d'Ulaanbaatar, en Mongolie, a indiqué qu'une nouvelle loi Mongolienne établit des agences d'exécution locales chargées de la gestion des catastrophes. Il a déclaré que les mesures de prévention des catastrophes, prises par la municipalité d'Ulaanbaatar, sa capacité organisationnelle, et les ressources financières allouées par le gouvernement central, ont permis de réduire les dégâts potentiels des inondations de juillet 2003, d'un pourcentage estimé à 20%.

Hugo Marcelo Pineda Luna, Maire de Baños, en République équatoriale, a décrit le programme de sa municipalité dans le traitement de la réticence des populations évacuées, à retourner à Baños, après une récente éruption volcanique. Il a indiqué que le programme est basé: sur le renforcement du système de surveillance des éruptions volcaniques; sur la garantie de l'abri, de l'assainissement, de l'eau et de la nourriture, et du règne de la loi et de l'ordre; et sur la sensibilisation et la conscientisation de la société civile et des autorités locales.

Hartmut Bosch, Secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur, chargé de Mecklenburg-West Pomerania, en Allemagne, a décrit les mécanismes d'alerte précoce et des étapes entreprises pour la rectification des insuffisances.

Bärbel Dieckmann, Maire de Bonn, en Allemagne, a expliqué que Bonn est bien préparée pour répondre aux inondations, et peut demander l'aide régionale dans les situations d'urgence graves. Elle a fait état de l'intention des autorités locales d'établir un système de prévention inter-régional.

Badaoui Rouhban, de l'UNESCO, a souligné le besoin de passer d'une approche basée sur la réaction post-catastrophe à une approche d'action pré-catastrophe, indiquant que le public, les entités corporatives et les entités privées doivent conjointement investir dans les systèmes d'alerte précoce et de prévention des catastrophes. Il a mis en relief la nécessité de renforcer les capacités locales et de s'assurer de la durabilité des systèmes d'alerte précoce.

Les participants ont ensuite débattu de la disponibilité de l'information scientifique utile et de la mise en œuvre des partenariats publics-privés.

SOLUTIONS POUR L'INTEGRATION DE L'ALERTE PRECOCE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES:

Ce groupe de discussion de haut-niveau a été présidé par Claudia Roth, membre du parlement allemand et commissaire des droits de l'Homme et de l'aide humanitaire.

Henri Josserand, de la FAO, a présenté des lignes directrices politiques, qui ciblent les autorités politiques et qui viennent appuyer les "Principes directeurs d'une alerte précoce efficace," disponibles, de l'IDNDR. Il a indiqué que les lignes directrices traitent des principaux éléments d'une mise en œuvre réussie, notamment: la compréhension des menaces, de la probabilité des catastrophes et des conséquences potentielles, et l'établissement des priorités; la mise en place de réseaux institutionnels, avec des responsabilités claires; le renforcement des cadres juridiques; et la mise à disposition des ressources.

Jean Seth Rambeloalijaona, ministre de l'intérieur et de la réforme administrative et Président du Conseil de sécurité nationale malgache, a décrit le cadre juridique adopté par ce pays, pour régir la gestion des catastrophes, à tous les niveaux. Appelant à un soutien financier, il a mis en exergue le droit individuel et le devoir de solidarité et d'aide mutuelle, la nécessité de répartir les responsabilités de manière claire et de renforcer les capacités.

Roberto White, ministre mozambicain des travaux publics et de l'habitat, a déclaré que la stratégie nationale de son pays englobe: des plans d'urgence basés sur une approche participative, à tous les niveaux; un comité inter-ministériel pour la coordination des parties prenantes; et l'établissement d'un institut de gestion des catastrophes. Il a dit que la gestion des catastrophes a besoin: d'être centrée sur l'être humain; d'inclure des campagnes de sensibilisation, de promouvoir des bonnes pratiques et de codifier les zones de catastrophes; de réhabiliter les réseaux actifs sur le terrain; et de veiller au maintien de l'engagement politique de haut-niveau. Il a appelé à un soutien international en faveur du transfert des technologies et des financements.

Pubenza María Fuentes, ministre du Plan, République équatoriale, a indiqué que le Conseil sur la réduction des catastrophes des pays andins, établi en 1998, se focalise sur la réduction est l'atténuation des catastrophes, l'alerte précoce y jouant un rôle clé. Elle a souligné l'importance de la sensibilisation du public et de la coopération internationale.

Yang Yan-Yin, Vice-ministre chinoise chargée des affaires civiles, a souligné l'importance de l'intégration de l'alerte précoce dans les politiques gouvernementales. Elle a noté que la Chine a mis en œuvre des régulations axées sur la réduction des catastrophes et a réalisé des avancées dans l'amélioration de la prise de conscience.

Jagdish Dharamchand Koonjul, Président de l'AOSIS, a souligné l'importance de l'amélioration de la compréhension des risques attendus, après les alertes. Il a mis en exergue la nécessité d'améliorer l'expertise et l'aptitude technique dans le domaine de la prévision des catastrophes. Il a ajouté que le renforcement de la résistance aux catastrophes doit être également amélioré, et le savoir traditionnel, exploré de manière plus détaillée.

Dahou Ould Kablia, vice-ministre algérien de l'intérieur, a décrit le cadre juridique mis en place par son pays pour la gestion des catastrophes. Il a déclaré que la politique nationale est:



conduite par l'Etat, mise en œuvre par les autorités locales, à travers des consultations permanentes avec diverses agences, et guidée par divers principes, notamment, ceux de précaution, de concomitance et de participation.

Thomas Broni, vice-ministre ghanéen de l'intérieur, a noté que les risques majeurs auxquels son pays est confronté, englobent: les inondations, les sécheresses, les épidémies et les flux de réfugiés, et a donné un aperçu sur les mesures institutionnelles mises en place pour faire face à ces problèmes. Il a souligné le besoin d'une coopération régionale et mondiale dans les domaines de l'évaluation des risques et de la gestion des catastrophes. Il a appelé à l'accroissement de l'aide, notamment, dans les domaines du transfert des technologies et du renforcement des capacités en matière d'alerte précoce.

Vendredi matin, 17 octobre, les représentants ont donné des aperçus généraux sur les consultations préparatoires régionales qui ont eu lieu entre mai et juillet 2003.

APERÇUS GÉNÉRAUX SUR LES CONSULTATIONS PRÉPARATOIRES RÉGIONALES

L'AFRIQUE: Hespina Rukato, du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, a présenté un rapport sur les consultations tenues à Nairobi, au Kenya, les 23 et 24 juin 2003. Elle a indiqué que la mise en place du système d'alerte précoce, doit être accélérée. Elle a noté que les recommandations d'action de la consultation, portent sur des mesures visant: à renforcer les capacités locales, nationales et sous-régionales en matière d'alerte précoce; à moderniser et à élargir les données et l'information de base; à mettre en application la règle de loi; à intégrer l'alerte précoce et la gestion des risques de catastrophes dans les plans de développement; et à renforcer une sélection d'institutions en guise de centres régionaux de réduction des catastrophes.

L'ASIE - PACIFIQUE: Le-Huu Ti, de l'ESCAP, a rapporté que durant les consultations préparatoires régionales, tenues à Bandung, en Indonésie, du 26 au 28 mai 2003, les participants ont traité de l'importance et des schémas des risques naturels, des avancées réalisées, des contraintes rencontrées et des expériences vécues; identifié les facteurs de la réussite; et procédé à une étude comparative des tendances des pertes économiques. Les recommandations de l'atelier englobent l'élaboration de lignes directrices nationales et de programmes de préparation communautaires. Il a indiqué que les activités de suivi de la CAP-II doivent: être mises en phase avec la mise en œuvre du Plan d'action de Yokohama; accompagner les accomplissements attendus des efforts régionaux; et inclure des projets pilotes.

L'EUROPE: Jochen Zschau, de la GTZ, Allemagne, a présenté un rapport sur la consultation préparatoire régionale, tenue à Potsdam, en Allemagne, les 28 et 29 juillet 2003. Il a parlé de la proposition avancée par la consultation, d'établir une plate-forme internationale, pour servir de centre de coordination et de renforcement de tous les aspects des processus d'alerte précoce.

LES AMÉRIQUES: Juan Carlos Villagrán, de Villa Tek, au Guatemala, a déclaré que les consultations tenues à Antigua, au Guatemala, du 3 au 5 juin 2003, se sont focalisées sur l'alerte précoce en Amérique Latine et Caraïbes, et ont abouti à la Déclaration d'Antigua. Il a parlé de la nécessité de déterminer les meilleurs ratios coût-bénéfice des systèmes d'alerte précoce.

COMPILATION DES CONCLUSIONS ET DES RECOMMANDATIONS RÉGIONALES: Seth Vordzorgbe, de la SIRC, a noté le besoin d'établir et de mettre en application des lignes direc-

trices, de renforcer les capacités institutionnelles, et de concevoir des alertes ciblant des groupes à risques précis. Il a mis en relief les recommandations identifiées dans les réunions régionales, y compris la nécessité: d'intégrer la gestion des risques de catastrophe, dans l'élaboration des processus et des politiques; de soutenir le renforcement des capacités; d'élaborer des systèmes d'alerte axés sur l'être humain; d'améliorer la collecte et la disponibilité des données; et de mettre en application les recommandations de la CAP-II, à travers une plate-forme ou un programme international d'alerte précoce coordonné par la SIRC.

Dans le débat qui a suivi, un participant a appelé à l'établissement d'une coopération internationale au plus haut niveau politique et à l'implication de tous les pays.

LES GROUPES DE TRAVAIL

Vendredi 17 octobre, les participants se sont réunis dans trois groupes de travail, pour discuter des éléments devant figurer dans le programme et la plate-forme d'alerte précoce internationale. Les discussions étaient basées sur cinq domaines de focalisation:

- une meilleure intégration de l'alerte précoce dans les processus de développement et des politiques publiques;
- l'amélioration de la collecte et de la disponibilité des données pour l'élaboration de prévisions sur différentes échelles temporelles et l'étude des facteurs de risque à long terme;
- l'amélioration des capacités et le renforcement des systèmes d'alerte précoce, en particulier dans les pays en développement;
- l'élaboration de systèmes d'alerte précoce centrés sur l'être humain; et
- la mise en place de mécanismes de soutien pour le dialogue autour de l'alerte précoce et pour l'élaboration du programme.

Les conclusions des travaux ont été présentées à la Plénière et débattues le samedi 18 octobre.

GROUPE DE TRAVAIL 1 – LES OBJECTIFS DE

L'ALERTE PRÉCOCE POUR LA PÉRIODE 2004-15:

Le Groupe de travail 1 (GT-1) a été modéré par Klaus Wiersing, de la SIRC. Les participants ont examiné les imperfections des pratiques et des procédures actuelles, et ont décidé que le sujet nécessite une approche multidisciplinaire. Ils ont encouragé l'élaboration d'une définition claire et l'adoption d'une compréhension commune de toutes les composantes de l'alerte précoce, et des procédures de communication pertinentes. Plusieurs participants ont suggéré que le fossé entre la science et la prise de décision doive être comblé d'ici 2015. Les intervenants ont souligné l'importance de l'éducation et de la formation continue, et la nécessité du renforcement des capacités et du transfert des technologies. Un participant a suggéré que la réduction des catastrophes et des risques posés, soit intégrée dans la planification du développement à long terme et dans les schémas employés dans l'utilisation des terres. Quelques orateurs ont souligné qu'on ne doit pas permettre aux intérêts commerciaux d'interférer dans les stratégies de réduction des catastrophes. Les participants se sont également accordés sur le besoin d'améliorer la collaboration régionale. La question des ressources a été soulevée, et la conduite d'analyses des rapports coût-bénéfice a été suggérée, aux fins de promouvoir l'investissement gouvernemental dans l'alerte précoce. Parmi d'autres points mentionnés, figurent: le traitement des menaces nouvelles et émergentes; l'établissement de nouveaux partenariats; l'élaboration d'un inventaire et d'une analyse des systèmes d'alerte précoce disponible; et l'établissement d'indicateurs. La question d'un mécanisme de surveillance a été examinée, et une préférence a été exprimée en faveur d'un rôle pour la SIRC dans un cadre regroupant l'ensemble des agences.



Les résultats et conclusions: Les résultats du GT-1 ont été présentés par Klaus Wiersing. Le groupe a confirmé sa compréhension de l'alerte précoce comme étant un processus intégré, composé des éléments suivants: surveillance et prévision; analyse de la vulnérabilité; divulgation de l'information; et préparation. Le groupe a recommandé des objectifs possibles:

- premièrement, l'intégration de l'alerte précoce dans les plans nationaux de réduction des catastrophes, l'adoption d'une claire définition des rôles et des responsabilités, à tous les niveaux, et l'amélioration de l'engagement politique pour l'affectation de ressources, à travers la conduite d'analyses du coût-bénéfice;
- deuxièmement, l'adoption d'une alerte précoce axée sur les communautés, incluant des programmes de sensibilisation, la participation communautaire dans la conception des systèmes d'alerte précoce locaux, et des mesures de préparation à une réactivité communautaire;
- troisièmement, le traitement des nouveaux défis et des évolutions émergentes, en particulier, les partenariats entre la science et les disciplines socio-économiques, et les messages d'alerte assortis de scénarios des risques; et
- quatrièmement, la coopération régionale, y compris, celle transfrontalière et l'échange des données.

GROUP E DE TRAVAIL 2 – DE POTSDAM A BONNET AU-DELÀ: Le Groupe de travail 2 (GT-2) a été modéré par Friedemann Wenzel, de l'Université de Karlsruhe, en Allemagne.

Les participants ont débattu des domaines de focalisation possibles devant figurer dans le programme international d'alerte précoce, et ont souligné l'importance de la détermination des limites de l'alerte précoce. Ils ont indiqué qu'un tel programme pourrait attirer davantage de financement s'il pouvait inclure également les catastrophes sanitaires et celles induites par les conflits. Les participants ont discuté de la valeur des analyses coût-bénéfice destinées à "vendre" l'alerte précoce aux gouvernements, et des enseignements tirés de l'expérience du secteur privé. La question de savoir s'il est opportun pour la SIRC de devenir l'institution chargée de coordination ou de la mise en œuvre du programme, et si oui, de quelle manière. Un participant a souligné l'importance de la fourniture de résultats tangibles aux donateurs. Les participants ont examiné le point de savoir si l'alerte précoce doit être traitée différemment dans les pays industrialisés et dans les pays en développement.

Les participants se sont interrogés sur la hauteur des financements accordés, dans les pays en développement, aux systèmes d'alerte précoce disponibles, et sur le point de savoir si ces financements sont viables.

Les résultats et conclusions: Seth Vordzorgbe, de la SIRC, a résumé les résultats du GT-2. Il a indiqué que les participants ont reconnu que depuis la CAP'98, les systèmes d'alerte précoce se sont développés de manière significative, et que des "mouvements audacieux" sont maintenant nécessaires pour impulser ce processus. Le groupe a reconnu que le programme ou plate-forme, international, doit servir aux pays industrialisés et aux pays en développement. Parmi les attributs souhaités pour le programme, figure le besoin: de veiller à un comportement plutôt proactif que réactif; de placer l'accent sur les partenariats, y compris avec le secteur privé; et de s'assurer de la durabilité des systèmes d'alerte précoce.

GROUPE DE TRAVAIL 3 – SOUTIEN DU DIALOGUE SUR L'ALERTE PRECOCE: Le Groupe de travail 3 (GT-3) a été modéré par Norberto Fernández, du PNUE. Un participant a souligné la nécessité de fournir aux gouvernements des encouragements, en démontrant que les systèmes d'alerte précoce affecteront

positivement leurs budgets. Les participants se sont accordés sur le besoin d'entreprendre des analyses de coût-bénéfice et de s'engager dans l'amélioration de la prise de conscience des opportunités offertes en matière de financement. Notant l'utilité des points focaux aux niveaux nationaux, un participant a souligné le besoin d'identifier les partenaires du dialogue. Un autre a mis en relief l'importance de l'engagement de la société civile dans le dialogue, aux fins de lui assurer une continuité en dépit des changements politiques. Les participants se sont accordés sur l'importance: de l'amélioration de la prise de conscience, de la continuité des financements des donateurs, et de la révision des cadres juridiques. Un intervenant a fait part de ses réserves concernant la difficulté du soutien des systèmes d'alerte précoce de haute technologie. Un autre a suggéré que l'entretien de ces technologies soit confié à un organisme indépendant.

Les résultats et conclusions: Passant en revue les résultats et conclusions du GT-3, Norberto Fernández a déclaré que les instruments identifiés pour le maintien du dialogue autour de l'alerte précoce englobent des encouragements aux gouvernements et l'inclusion de l'alerte précoce dans les plans de gestion des catastrophes. Il a mis en exergue les réseaux institutionnels, les plates-formes nationales, les cartographies des zones de vulnérabilité et de risques, le libre accès aux données et à l'information et à leur échange. Il a mis en relief l'importance de la décentralisation des décisions politiques et de l'amélioration de la participation de la société civile dans les processus décisionnels. Il a également noté le besoin: de former et de sensibiliser les responsables officiels à l'utilisation des technologies pour l'alerte précoce et la gestion des catastrophes; de considérer les voies et moyens de garantir l'entretien à long terme des équipements de haute technologie; et de promouvoir le dialogue entre les donateurs et les bénéficiaires des technologies.

LE DEBAT: Dans le débat, qui a suivi, autour des résultats et conclusion des groupes de travail, un participant a suggéré d'examiner le rôle des conflits par rapport aux capacités de réactivité aux risques posés, ainsi que l'impact des catastrophes, sur les conflits. Un autre a noté que l'accent placé sur l'alerte précoce axée sur les communautés ignore l'importance de l'équilibre devant être établi entre toutes les parties prenantes. Plusieurs participants ont souligné que des risques additionnels, tels que ceux d'ordre chimique, nucléaire et biologique, devraient être considérés dans le contexte de la réduction des catastrophes.

Quelques participants ont encouragé l'adoption de programmes particuliers consacrés au rôle des femmes dans les processus décisionnels ayant trait à la réduction des risques et à la réactivité. D'autres ont souligné l'importance de la mise en place de législations particulières régissant la gestion des catastrophes, et de la définition du terme "alerte précoce." Un participant a noté que la sensibilisation et la législation sont cruciales pour la durabilité des systèmes d'alerte précoce.

CLOTURE DE LA CONFERENCE

PRESENTATION DES RESULTATS ET DU SUIVI DE LA CONFERENCE: Sálvano Briceño, de la SIRC, a introduit le projet de document "L'Alerte précoce efficace pour la réduction des catastrophes: nécessité d'une action plus cohérente à tous les niveaux," qui contient les recommandations de la CAP-II. Il a expliqué que le document vient répondre: à l'accroissement du fardeau lié aux catastrophes; à la reconnaissance accrue du rôle de



l'alerte précoce; à la lente progression enregistrée dans l'utilisation efficace des alertes; aux propositions particulières engendrées par la CAP-II; et au besoin d'une approche internationale organisée.

Le document a identifié cinq domaines de focalisation pour le programme d'alerte précoce international:

- l'amélioration de l'intégration de l'alerte précoce et de la réduction et gestion des risques de catastrophe en rapport, dans les processus de développement et dans les politiques publiques;
- l'amélioration de la collecte et de la disponibilité des données pour permettre des prévisions à différentes échelles temporelles et l'étude des facteurs de risque à long terme;
- l'amélioration des capacités et le renforcement des systèmes d'alerte précoce, en particulier dans les pays en développement;
- l'élaboration de systèmes d'alerte précoce axés sur l'être humain; et
- la mise en place de mécanismes pour le soutien du dialogue autour de l'alerte précoce et le soutien de l'élaboration des programmes.

En conclusion, Briceño a souligné qu'il y a une opportunité, nouvelle et urgente, de développer l'alerte précoce en tant qu'élément contribuant à la réduction de l'impact des catastrophes. Il a noté l'engagement des institutions partenaires dans la collaboration dans la mise en place de programmes structurés dans le futur. Il a indiqué que cela signale le début d'une nouvelle phase dans le processus du dialogue continu et de collaboration productive.

PRÉSENTATION DE LA DÉCLARATION DE LA CONFÉRENCE: Briceño a, ensuite, introduit le projet de Déclaration de la CAP-II. Dans la déclaration, la Conférence estime que les catastrophes naturelles sont en train de devenir, de plus en plus, autant d'entraves à la concrétisation des objectifs du développement durable, et reconnaît que:

- les catastrophes sont le résultat de risques naturels et de vulnérabilité humaine, sociale, économique et environnementale;
- la réduction des catastrophes est une composante essentielle des programmes d'action internationaux;
- des progrès ont été accomplis dans la compréhension de l'alerte précoce depuis la CAP'98; et
- la SIRC constitue le cadre adapté pour l'avancement de l'alerte précoce, en tant qu'outil essentiel à la réduction des risques et de la vulnérabilité.

La déclaration appelle:

- à l'intégration des systèmes d'alerte précoce dans les politiques gouvernementales;
- au soutien de la mise en œuvre des systèmes d'alerte précoce par les gouvernements et les organisations pertinentes, tel que recommandé par la CAP-II, et de l'intégration du programme futur dans les stratégies de réduction des catastrophes, à tous les niveaux;
- à une focalisation du programme sur l'intégration de l'alerte précoce dans l'action de développement, l'amélioration de la collecte des données, le renforcement des capacités, l'élaboration de systèmes d'alerte axés sur l'être humain, et la mise en place de mécanismes pour le soutien du dialogue autour de l'alerte précoce; et
- à une action de la SIRC visant à faciliter la mise en œuvre du programme d'alerte précoce et à soutenir le dialogue et la mobilisation des ressources pour le renforcement des capacités aux échelons, régional, national et local.

La déclaration accueille favorablement l'offre de l'Allemagne d'apporter un soutien additionnel à la SIRC, invite les autres gouvernements à apporter leurs contributions et exprime l'appréciation des autorités allemandes pour l'accueil de la CAP-II.

Dans le débat qui a suivi sur les deux résultats de la CAP-II, un participant a suggéré l'insertion d'une définition de l'alerte précoce, et plusieurs autres ont proposé l'utilisation des termes "phénomène naturel," ou "catastrophes écologiques naturelles et induites par l'homme" au lieu du terme "catastrophes naturelles." Briceño a déclaré que le terme "risques naturels" a été utilisé là où il était possible. Les participants ont fait état d'une prise en considération insuffisante de la gestion des risques, de la vulnérabilité, de la perspective féminine, la sagesse locale et le savoir traditionnel, dans la déclaration. Une proposition a également été avancée, d'élargir l'invitation à soutenir le programme d'alerte précoce, aux agences de développement et aux institutions privées, et d'ajouter une clause sur la promotion de la coopération transfrontalière et de l'échange des données techniques.

L'Allemagne a confirmé son engagement à apporter des contributions additionnelles à la SIRC. Le Japon a annoncé qu'il soumettra à l'assemblée générale de l'ONU, un projet de résolution sur son intention d'accueillir, à Kobe, une conférence mondiale sur la réduction des catastrophes, en janvier 2005.

REMARQUES DE CLÔTURE: Dans ses remarques de clôture, Hans-Joachim Daerr, de l'Office fédéral allemand des relations extérieures, a appelé à la mise en œuvre des recommandations de la CAP-II, et à la poursuite de la recherche et de l'échange des points de vue sur l'alerte précoce. Sálvano Briceño a remercié les participants, le gouvernement allemand et la Ville de Bonn pour le soutien et l'hospitalité, offerts à la CAP-II, ainsi que tous les individus, toutes les agences et toutes les organisations qui ont contribué à son succès. La CAP-II a été clôturé à 16:28.

A SUIVRE

ATELIER SUR LES SYSTEMES D'ALERTE PRECOCE:

Cet atelier se tiendra du 20 au 23 octobre 2003, à Shanghai, en Chine. Pour de plus amples renseignements, contacter: Jan Stewart; tel: +1-303-497-8134; fax: +1-303-497-8125; e-mail: jan@ucar.edu; Internet: <http://www.esig.ucar.edu/warning/>

CONFÉRENCE REGIONALE SUR LA GEOMORPHOLOGIE:

Cette conférence aura lieu du 17 octobre au 2 novembre 2003, à Mexico, au Mexique. Pour plus d'informations, contacter: Irasema Alcantara-Ayala, UNAM; tel: +52-55-5622-4339 ext. 45466; e-mail: IAGMEXICO2003@igiris.igeograf.unam.mx; Internet: http://www.smg.igeograf.unam.mx/smg/soc_geom.html

LA PRÉPARATION A LA SITUATION D'URGENCE,

"L'AMÉLIORATION DES CHANCES": Cette conférence se tiendra du 27 au 29 octobre 2003, à Vancouver, au Canada. Pour les détails, contacter: Pacific Northwest Preparedness Society; tel: +1-604-665-6097; fax: +1-604-654-0623; e-mail: info@epconference.ca; Internet: <http://www.epconference.ca>

DONNEES DE TERRAIN, APPLICATIONS ET

VISUALISATION – FAIRE LA CONNEXION: Cette conférence aura lieu du 26 au 30 octobre 2003, à Charleston Nord, en Caroline du Sud, aux Etats-Unis. Pour plus d'informations, contacter: CONDOR registration services; tel: +1-256-852-4490; e-mail: info@condorregistration.net; Internet: http://www.asprs.org/terrain_data2003

CONFÉRENCE SUR LES DEFIS POSES A LA COOPERATION INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE COMPLEXE DES URGENCES HUMANITAIRES:

Cette conférence se tiendra du 4 au 6 novembre 2003, à Honolulu, à Hawaï, aux Etats-Unis. Pour plus d'informations, contacter: Asia-



Pacific Center for Security Studies, Public Affairs Office, tel: +1-808-971-8916; fax: +1-808-971-8999; e-mail: publicaffairsdivision@apcss.org; Internet: <http://www.apcss.org/Conference/ConfLarge.html>

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA GESTION DES CATASTROPHES, L'INFRASTRUCTURE ET LES SYSTEMES DE CONTROLE: Cette conférence se déroulera du 10 au 12 novembre 2003, à Hyderabad, en Inde. Pour plus de renseignements, contacter: Professor Anjaneyulu; tel: +91-40-5558-9706; fax: +91-40-2330-6095; e-mail: dmic2003@schanisj.com or jntuenviro@satyam.net.in; Internet: <http://www.schanisj.com>

30^e SYMPOSIUM INTERNATIONAL SUR LA TELEDETECTION DES DONNEES ECOLOGIQUES AU SERVICE DE LA GESTION DES RISQUES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE: Le symposium aura lieu du 10 au 14 novembre 2003, à Honolulu, à Hawaï, aux Etats-Unis. Pour les détails, contacter: East West Center; tel: +1-808-944-7557; fax: +1-808-944-7399, Att: 30th ISRSE November 2003; e-mail: 30isrse@eastwestcenter.org; <http://isrse.pdc.org>

CONGRES ANNUEL DE L'INSTITUT DU COMMERCE ET DE LA SECURITE INTERIEURE POUR LA REDUCTION DES PERTES DUES AUX RISQUES NATURELS: Ce congrès se déroulera les 12 et 13 novembre 2003, à Orlando, en Floride, aux Etats-Unis. Pour de plus amples informations, contacter: IBHS; tel: +1-813-286-3400; fax: +1-813-286-9960; e-mail: info@ibhs.org; Internet: <http://www.ibhs.org/congress>

51^e CONFERENCE ANNUELLE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES GESTIONNAIRES DES SITUATIONS D'URGENCE: Cette conférence aura lieu du 14 au 20 novembre 2003, à Orlando, en Floride, des Etats-Unis. Pour plus de renseignement, contacter: IAEM; tel: +1-703-538-1795; fax: +1-703-241-5603; e-mail: info@iaem.com; Internet: <http://www.iaem.com>

SECOND CONGRES INTERNATIONAL SUR L'ECOLOGIE ET LA GESTION DES FEUX DE BROUSSE, ET CINQUIEME SYMPOSIUM SUR LES FEUX FORESTIERS ET LA METEOROLOGIE: Ces deux réunions auront lieu conjointement du 16 au 20 novembre 2003, à Orlando, en Floride, aux Etats-Unis. Pour d'autres informations, contacter: AMS; tel: +1-617-227-2426; e-mail: amsmtgs@ametsoc.org; Internet: <http://www.ametsoc.org/AMS/meet/FAINST/5fire2fireeco.html>

REUNION D'EXPERTS SUR LES TECHNOLOGIES SPATIALES AU SERVICE DE LA GESTION DES INONDATIONS ET DES FEUX FORESTIERS: Cette réunion est prévue du 24 au 26 novembre 2003, à Córdoba, en Argentine. Pour plus d'information, contacter: David Stevens, UN Office for Outer Space Affairs; tel: +43-1-26060-5631; fax: +43-1-26060-5830; e-mail: david.stevens@unvienna.org; Internet: <http://www.oosa.unvienna.org/SAP/stdm/cordobainfonoteE.pdf>

ONZIEME CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA DYNAMIQUE DES SOLS ET LE GENIE DES TREMBLEMENTS DE TERRE: La conférence se tiendra du 7 au 9 janvier 2004, à Berkeley, en Californie, aux Etats-Unis. Pour d'autres informations, contacter: Institution of Engineers Singapore; tel: +65-6295-5790; fax: +65-6295-5792; e-mail: sdee@inmeet.com.sg; Internet: <http://www.sdee-ege.org>

CONGRES MONDIAL SUR L'ATTENUATION DES CATASTROPHES NATURELLES: Ce Congrès se tiendra du 19 au 21 février 2004, à New Delhi, en Inde. Pour plus de renseignements, contacter: Organizing Secretary-General; tel: +91-11-2337-0168, 23370548; fax: +91-11-2337-8851; e-mail: organizing@worldcongress04.org; Internet: <http://www.worldcongress04.org>

SIXIEME CONFERENCE ANNUELLE DU RESEAU MONDIAL D'INFORMATION SUR LES CATASTROPHES: Cette conférence se tiendra du 26 au 29 mars 2004, à Washington D.C., aux Etats-Unis. Pour de plus amples renseignements, contacter: GDIN; tel: +1-202-647-5070; fax: +1-202-647-4628; e-mail: gdinconference@hotmail.com; Internet: <http://www.gdin.org>

CONFERENCE SUR LA GESTION DES FEUX FORESTIERS ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE DANS LES SITUATIONS D'URGENCE EN RAPPORT, EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE, DANS LES BALKANS ET DANS LES REGIONS DU PROCHE ORIENT ET DE L'ASIE CENTRALE: Cette conférence est prévue du 30 mars au 3 avril 2004, à Antalya, en Turquie. Pour plus d'informations, contacter: Timber Branch, UNECE Trade Development and Timber Division; tel: +41-22-917-3240; fax: +41-22-917-0041; e-mail: christopher.prins@unece.org; Internet: <http://www.fire.uni-freiburg.de/course/meeting/ECE-FireConference2004-1stannouncement-sem-55-1.pdf>

QUATRIEME CONGRES GEOLOGIQUE NEPALAIS: Ce Congrès aura lieu du 7 au 9 avril 2004, à Katmandu, au Népal. Pour les détails, contacter: Dr. R. M. Tuladhar, Nepal Geological Society, Kathmandu, Nepal; tel: +977-1-411-396; fax: +977-1-414-806; e-mail: rameshtula@hotmail.com; Internet: <http://www.ngs.org.np/4thcongress.htm>

PREMIERE CONFERENCE MÉDITERRANÉENNE SUR L'OBSERVATION SATELLITAIRE DE LA PLANETE TERRE – TELEDETECTION: Cette conférence se déroulera du 21 au 24 avril 2004, à Belgrade, en Serbie et Monténégro. Pour plus de renseignements, contacter: Branislav Trivic; tel: +381-11-3219-273; fax: +381-11-3220-497; e-mail: britivic@meceo.info; Internet: <http://www.meceo.info>

IX^e SYMPOSIUM INTERNATIONAL SUR LES GLISSEMENTS DE TERRAIN: Ce symposium aura lieu du 24 juin au 4 juillet 2004, à Rio de Janeiro, au Brésil. Pour les détails, contacter: Secretariat 9 ISL, Rio de Janeiro; tel: +55-21-2562-7200; fax: +55-21-2280-9545 or +55-21-2290-6626; e-mail: 9isl@geotec.coppe.ufrj.br; Internet: <http://www.quattri.com.br/isl/interior.html>

TREIZIEME CONFERENCE MONDIALE SUR LE GENIE DES TREMBLEMENTS DE TERRE: Cette conférence aura lieu du 1^{er} au 6 août 2004, à Vancouver, au Canada. Pour d'autres informations, contacter: 13th WCEE Secretariat; tel: +1-604-681-5226; fax: +1-604-681-2503; e-mail: 13wcee@venuewest.com; Internet: <http://www.13wcee.com>

32^e CONGRES GEOLOGIQUE INTERNATIONAL: Ce Congrès se déroulera du 20 au 28 août 2004, à Florence, en Italie. Pour d'autres renseignements, contacter: Chiara Manetti, Scientific Secretariat; tel: +39-55-238-2146; fax: +39-55-238-2146; e-mail: casaitalia@geo.unifi.it; Internet: <http://www.32igc.org/home.htm>